

Ways of Europe

Lampedusa : solidarité
pour une Europe juste

Ways of Europe s'engage à construire une Europe plus équitable, démocratique et libre – en commençant par ses contours, à la fois symboliques et physiques. À Lampedusa, lieu d'accueil et d'expulsion, de deuil et de soin, nous avons réfléchi collectivement à ce que signifie la solidarité aujourd'hui. Ce manifeste s'inspire de voix locales et internationales, en particulier celles des jeunes, des insulaires et des personnes migrantes, qui vivent chaque jour les contradictions de l'Europe.

Nos revendications et visions communes :

La solidarité n'est pas de la charité, mais une question de justice. Elle doit être mutuelle et structurelle — non pas un geste temporaire, mais une pratique constante qui préserve la dignité de chacun. Les valeurs fondatrices de l'Europe — dignité, droits, égalité — ne peuvent être appliquées de manière sélective. C'est en Méditerranée que les promesses non tenues de l'Europe sont les plus visibles.

Nous parlons de personnes, non de citoyens. Les droits doivent être garantis sur la base de l'humanité, de la présence et de la résidence — non sur celle des papiers ou des passeports. Le statut légal ne doit pas déterminer qui mérite ou non d'être protégé. Nous appelons à une réforme de la citoyenneté qui reconnaît les droits là où les personnes vivent, contribuent et appartiennent.

Non à la sécurisation. Non à la criminalisation. Non à l'externalisation. Les politiques migratoires fondées sur la peur et le contrôle trahissent les engagements de l'Europe envers les droits humains. Les personnes ne sont ni des « cas » ni des chiffres. Ce sont des individus avec des histoires, des espoirs et des droits.

La liberté de circulation doit être pour tous. Le droit de se déplacer — pour chercher la sécurité, retrouver sa famille, saisir des opportunités — doit être garanti sans discrimination, au sein et au-delà de l'UE.

La reconnaissance des victimes de naufrages doit être institutionnalisée. Il est inacceptable que des vies soient perdues et oubliées. Nous exigeons des procédures publiques et transparentes assurant la dignité des défunts et la justice pour leurs familles — orphelins, veuves, proches toujours en quête de réponses.

La solidarité demande du temps. Une société toujours pressée d'assurer sa survie oublie de prendre soin des individus qui la composent. Une communauté requiert lenteur, présence et temps non productif — faire de la musique, raconter des histoires, écouter. Nous appelons à un revenu de base universel permettant à chacun de s'engager librement dans la solidarité et la vie collective.

Réformer le règlement de Dublin — maintenant. Un système juste ne peut pas imposer aux pays de première entrée la totalité de la charge. Nous avons besoin d'un nouveau pacte européen fondé sur la responsabilité partagée et les droits humains.

La solidarité passe par de nouveaux récits. La peur ne vient pas de la différence, mais des récits qu'on en fait. Il faut remplacer la peur par l'empathie. Cela suppose une éducation, des médias et des institutions publiques qui promeuvent des expériences partagées et des imaginaires alternatifs — mais aussi des solutions concrètes qui montrent qu'un autre avenir est non seulement imaginable, mais réalisable.

Chacun a droit à une information juste et respectueuse. La manière dont les migrations sont racontées dans les médias influence la compréhension publique et les choix politiques. Nous revendiquons un droit à une communication honnête, nuancée et centrée sur l'humain, exempte de sensationnalisme et de langage déshumanisant. Les institutions publiques et les médias doivent être tenus responsables du respect de la dignité et de l'éthique journalistique. Les personnes migrantes ne sont ni des menaces, ni des chiffres, ni des "gros titres" — ce sont des individus avec un nom, une voix et des droits.

Lampedusa n'est pas une périphérie — c'est un centre politique. Elle incarne les tensions et les espoirs du projet européen. D'ici, nous appelons à une Europe fidèle à ses valeurs, qui accueille au lieu d'exclure, qui construit des ponts — et non des murs.

La solidarité, c'est la justice climatique, sociale et intergénérationnelle. Les migrations sont souvent une conséquence du changement climatique et des inégalités mondiales. Nous devons repenser non seulement la manière dont nous accueillons, mais aussi notre mode de vie. La solidarité, c'est aussi les économies circulaires, le recyclage, les pratiques de soin qui respectent la planète.

La solidarité commence par le bas. Elle doit s'ancrer dans les réalités locales et la vie quotidienne. Les stratégies ascendantes, portées par les communautés et soutenues par la société civile, doivent orienter le changement à long terme. La solidarité ne doit pas être un projet à durée déterminée — elle doit durer.

Les jeunes et les enfants ne sont pas les citoyens de demain — ils sont citoyens aujourd'hui. Ils doivent être soutenus non seulement comme bénéficiaires, mais aussi comme modèles et acteurs politiques. Créons des espaces pour qu'ils puissent imaginer des alternatives, coopérer, exprimer leurs besoins et désirs humains partagés.

La société civile est un acteur démocratique. Elle n'est pas seulement un prestataire de services. Les organisations de la société civile doivent être renforcées par un financement durable, une participation aux consultations, et des plateformes pour partager les connaissances à l'échelle européenne. La responsabilité doit s'appliquer aux institutions comme aux projets — y compris la prise de conscience des privilèges.

Partage des savoirs et collaboration entre autorités locales et société civile. Nous imaginons une société où les autorités locales et les organisations de la société civile cherchent activement — et sont encouragées — à construire des ponts de coopération plutôt qu'à travailler en vase clos. Le partage mutuel de connaissances et la collaboration respectueuse ne doivent pas être des exceptions, mais être soutenus et institutionnalisés. Nous appelons à une culture de l'échange, de la confiance et du partenariat, où les forces et savoirs de chaque acteur sont reconnus et alignés sur des objectifs communs.

La solidarité doit être protégée de l'intérieur. À Lampedusa, des acteurs locaux rapportent des violations répétées des droits par la police et Frontex : interrogatoires arbitraires, procédures déshumanisantes, photographies d'enfants. Ce ne sont pas des incidents isolés — ce sont des échecs systémiques. Nous demandons une surveillance indépendante, des garanties juridiques claires et la fin immédiate des pratiques abusives. Les institutions doivent être responsables des valeurs qu'elles revendiquent.

Construire des ponts entre les politiques. La solidarité n'est pas un secteur à part. Elle doit être intégrée dans tous les domaines — de la migration au climat, de l'éducation à la protection sociale. Le changement structurel exige des politiques cohérentes, des institutions adaptées et des budgets adéquats. Les institutions européennes doivent défendre et investir dans le bien commun, y compris des acquis comme Schengen.

La solidarité doit devenir une infrastructure démocratique. Elle doit guider les décisions et les processus décisionnels. Cela implique de financer l'éducation non formelle, la participation inclusive et la démocratie de proximité — surtout pour ceux qui sont sans papiers ou exclus.

La solidarité profite à toutes et tous. Ce n'est pas un jeu où il n'y a pas de gain à la clé. Défendre les droits des plus marginalisés renforce la société dans son ensemble. L'accès à la santé, à l'éducation, au logement et à la protection sociale n'est pas de la charité — c'est le fondement d'une communauté juste. Les droits sont indivisibles et universels. Une Europe fondée sur la solidarité investit dans le bien-être de tous.

La migration est un miroir. La manière dont nous traitons celles et ceux qui arrivent reflète la véritable dignité de nos systèmes politiques et juridiques. Nous ne pouvons nous enorgueillir de nos constitutions, de nos principes européens et internationaux si nous ne les appliquons pas de manière cohérente. La solidarité n'est pas seulement une dette envers les autres — c'est aussi un moyen de protéger et de restaurer l'intégrité de nos institutions. Accorder de la dignité aux personnes signifie, avant tout, veiller à ce que nos systèmes agissent avec dignité.

Construisons l'Europe ensemble. Une Europe où la dignité est accordée aux personnes. Une Europe sans impérialisme ni exclusion. Nous exigeons une communauté politique qui agisse non seulement au nom de la solidarité, mais à travers elle — pas à pas, sur un chemin que nous traçons ensemble.

